

*Assistance à l'agriculture*

sur la foi d'une indication semblable sans l'autorisation d'un fonctionnaire supérieur.

Il est bien clair que nous voulons avoir l'occasion, en vertu du Règlement, de poser les questions d'ordre politique qui ne seront pas posées par l'escouade des fraudes ou l'Auditeur général, afin de découvrir qui est cette personne qui essaie de rétablir la machine politique qui a dominé l'Ouest du Canada pendant si longtemps. Le rétablissement de la machine Gardiner n'est pas à l'avantage des Prairies et du Canada. La loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies était une bonne mesure, même s'il fallait la modifier et l'assouplir, mais pourquoi un parti politique l'a-t-il ruinée en la faisant servir d'instrument politique? Le gouvernement Diefenbaker a pris le risque d'y mettre bon ordre et voilà que le problème se pose à nouveau.

On nous demande d'abroger une loi dont il faudrait louer l'auteur, qui en a fait un véritable monument. Je veux parler du très honorable James G. Gardiner qui a fait adopter cette loi il y a près de 40 ans. Voilà maintenant que cette mesure connaît une fin lamentable. J'ignore qui en est responsable. Personnellement, je soupçonne d'ambitieux politiques de la Saskatchewan qui ont de grandes aspirations.

Je veux parler au nom de tous les cultivateurs de toutes allégeances politiques quand je déclare que l'agriculture ne devrait pas être un ballon politique. Il faudrait que tous les partis politiques collaborent le mieux possible pour essayer de faire produire à l'agriculture ce que le monde attend d'elle. Je pense que la façon d'aider l'agriculture à faire ce que le monde attend d'elle au cours des 25 prochaines années, c'est de la mettre sous l'autorité d'un seul ministre. La division du portefeuille de l'agriculture en quatre ou cinq sections, responsables à divers ministres, est une sorte de schizophrénie qu'il faut guérir. Je sais que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui occupe ce poste depuis 2½ ans a mis sur pied un bureau à Regina et a mis à sa tête un homme très compétent. J'ai pensé qu'on avait créé ce bureau afin que le ministère fournisse au ministre une véritable image des aspirations de l'Ouest. J'ai cru que ce bureau devait contrebalancer le grand pouvoir politique du prince de la couronne de Saskatchewan.

**M. Benjamin:** Qu'est-ce que c'est?

**M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Il y a un sourd à ma gauche. J'ai dit, «le prince de la couronne de Saskatchewan». Je crains que le bureau ouvert par le ministre à Regina ne soit devenu un rouage de cette machine politique. Nous le savons tous, qui se ressemble s'assemble, et alors on peut s'attendre à tout.

A mon avis, le ministre de l'Agriculture devrait prendre l'initiative de la démarche. Je le lui ai dit; s'il s'associait à la motion que nous présentons et qui tend à renvoyer l'affaire au comité permanent, il pourrait alors disposer des aspects monétaires relevant de l'auditeur général, les aspects criminels relevant de la Gendarmerie Royale. Nous devrions également examiner l'aspect politique pour tâcher d'y voir clair. Les agriculteurs de l'Ouest constatent alors que le gouvernement n'essaie pas de dissimuler toute cette désagréable affaire. La meilleure manière d'arrêter cette machine politique dans les Prairies est d'en exposer les agissements à la Chambre. Voyons les choses en face. Nous espérons bien que le ministre de l'Agriculture défendra les agriculteurs. De notre côté, nous déploierons tous nos efforts pour que l'agriculture retrouve son intégrité, pour qu'elle bénéficie de nouveau des avantages

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

du programme d'aménagement régional du développement agricole du Canada, de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies et d'une politique des revenus, sous l'égide du ministère de l'Agriculture. Tout ceci suppose une politique d'ensemble, menée par quelqu'un bien au fait des objectifs. Alors seulement l'agriculture pourra produire au maximum de ses possibilités.

● (1620)

Si les hommes politiques veulent créer des machines politiques, qu'ils ne le fassent pas aux dépens d'une foule d'agriculteurs. Ne les laissons pas agir ainsi aux dépens des hommes qui devront donner toute la mesure de leurs talents au cours des 25 prochaines années afin de produire pour le monde entier. Recourons à quelque autre méthode, mais ne nous servons pas de l'agriculture pour créer une machine politique dans l'Ouest du Canada.

La motion dont j'ai donné les grandes lignes sera présentée plus tard par mon collègue et j'exhorte vivement les ministériels à ne rien dissimuler de ce gâchis aux gens de l'Ouest. Je les exhorte à faire de la lumière là-dessus, à mettre de l'ordre dans tout cela et à laisser les agriculteurs s'occuper de leur travail. Quant à nous, occupons-nous de notre tâche ici et abrogeons cette mesure en fin de compte mais auparavant, mettons fin à cet état de choses de façon convenable.

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Monsieur l'Orateur j'ai lu attentivement les remarques du député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) au début du débat du 11 avril dernier et j'ai suivi attentivement son discours aujourd'hui. C'est une des rares occasions où j'approuve à peu près tout ce qu'il a dit. Cette nouvelle situation sera peut-être agréable à ses yeux ou aux miens, mais peu importe.

Je voudrais me faire l'écho de quelques-unes de ses remarques. J'ai passé la plus grande partie de ma vie dans le Sud-ouest de la Saskatchewan et le Sud-est de l'Alberta, qui doit être à peu près le centre de la région dénuée, comme adolescent d'abord, puis comme adulte. Je ne saurais vous dire combien de fois on a prononcé, avec répugnance, colère ou crainte, le nom de l'inspecteur de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, dont l'ombre planait à l'époque sur la vie des agriculteurs. Je me souviens du soir où j'avais remplacé un chef de gare du Sud de l'Alberta au cours de la campagne électorale fédérale de 1949; alors que je savourais une bière avec les amis, le gros bonnet libéral de l'endroit déclara que si les résultats du bureau de scrutin n'étaient pas en faveur des libéraux, nous ne pourrions obtenir la gratification sur la sécheresse. Cette situation sévissait dans toutes les provinces des Prairies. On se servait de cette menace pour effrayer les gens et, pour ainsi dire, les terroriser. Il ne s'agissait pas d'un montant considérable, mais pour les victimes de la sécheresse, c'était une grosse somme.

Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain parle des comptes de dépenses. A l'époque où je jouais au base-ball, l'inspecteur local du programme d'assistance à l'agriculture des Prairies faisait partie de mon équipe. Nous avions participé à un tournoi jusqu'à la nuit et sur la route du retour, nous nous sommes arrêtés à une ferme. Il est allé y examiner un entrepôt de grain ou deux, est remonté dans sa voiture et nous avons pris le chemin du retour. Le lendemain, il présentait un compte de dépenses complet pour l'inspection de fermes aux fins de l'assistance à l'agriculture des Prairies. Dans les frais entraient les déplacements, les repas etc. Il se plaisait à nous raconter comment une fois il était allé jouer au poker et avait